



**COORDINATION NATIONALE D'ORGANISATIONS MÉMORIELLES DES
DESCENDANTS ET AMIS DES EXILÉS DE L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE**

JOURNÉES CAMINAR

ESPAGNE : UN EXIL RÉPUBLICAIN

TOULOUSE 25-26-27 octobre 2019

Espace Roguet - 9, rue de Gascogne

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

Vendredi 25 octobre après-midi

Geneviève Dreyfus-Armand (directrice honoraire de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), conservateur général honoraire des bibliothèques)

« Des exodes de la guerre d'Espagne à la Résistance ».

La guerre d'Espagne a provoqué plusieurs exodes de population tant les rebelles à la République ont mené une guerre d'extermination pour renverser le régime légal. Pendant la guerre, les pouvoirs publics français ont pratiqué une politique d'accueil inspirée de la tradition du droit d'asile. En 1939, le grand exode de la Retirada se produit dans un contexte très différent : des centres spéciaux, dits alors camps de concentration, attendent les réfugiés. Pourtant, ces "indésirables" reprendront le combat dans la guerre mondiale aux côtés des Alliés et dans la Résistance intérieure et extérieure.

Gregory Tuban (docteur en histoire, Université Via Dominitia (Perpignan))

« Du camp spécial de Collioure au camp de concentration du Vernet d'Ariège : la dérive disciplinaire des camps français pour étrangers en 1939 »

A la fois dans l'Hexagone et dans les colonies d'Afrique du nord, la III^e République a érigé avec les camps pour étrangers de l'hiver 1939 un contrôle biopolitique inédit depuis la 1^{ère} Guerre Mondiale à la fois par son ampleur et par son dispositif protéiforme. Deux de ces camps s'isolent alors dans ce dispositif par leurs aspects disciplinaire : le « camp spécial » de Collioure, dans les Pyrénées-Orientales et le camp de concentration du Vernet dans l'Ariège. Deux sites initialement destinés aux vaincus de la Guerre d'Espagne dont l'Etat va transgresser les fonctions initiales pour isoler et identifier les étrangers considérés comme les plus suspects. L'entrée en guerre de la France élargira encore un peu plus le champ des suspects et le durcissement législatif entrepris sous la gouvernance d'Edouard Daladier. Le camp du Vernet, largement internationalisé, se substitue à la fin de l'année 1939 à celui de Collioure pour les étrangers considérés comme « dangereux pour la sécurité nationale » et l'ordre public.

Mar Bresson Arregui Oto (professeure d'espagnol et auteure d'un mémoire de master 2 de recherche en Etudes hispanophones à l'université de Montpellier) et **Sandrine Saule** (professeure d'histoire, chargée des archives à Est Ensemble, secrétaire du CERMI)

« Entre deux versants, histoire et mémoire de l'exil républicain à travers les archives personnelles de Julián Antonio Ramirez et Adelita del Campo ».

Février 1939 : Adela Carreras Taurà et Julián Antonio Ramirez traversent la frontière et sont parqués dans des camps comme des milliers de leurs compatriotes. Ils ne se connaissent pas encore mais ils partagent la jeunesse, l'engagement républicain et conviction du rôle émancipateur de la culture. Des *misiones pedagógicas* pour Julián au *teatro del frente* pour celle qu'on appellera bientôt Adelita del Campo, les chemins de ces deux amoureux de la liberté et des arts se croisent dans le camp d'Argelès au sein de la *Barraca de cultura*, aménagée par les exilés espagnols.

Enrôlé dans un Groupement de Travailleurs Étrangers, Julián crée une troupe artistique qui circule dans le centre de la France ; il parvient à y accueillir Adelita comme vedette. Les archives personnelles d'Adelita et Julián, qui sont aujourd'hui conservées à la Biblioteca Valenciana, nous permettent d'éclairer cette part d'une histoire franco-espagnole peu connue, où l'engagement des Espagnols dans la Résistance en France s'inscrit naturellement dans la le sillon du combat républicain.

Gérard Malgat (docteur en langue et littérature espagnole)

« Max Aub, du Vernet d'Ariège à Djelfa : poèmes ; récits et théâtre d'un indésirable »

Max Aub a été interné à plusieurs reprises entre 1940 et 1942 : camp du Vernet d'Ariège, prisons de Nice et de Marseille, camp de Djelfa. Il a laissé témoignage de ces persécutions dans les diverses facettes de son œuvre littéraire : récits, poèmes, théâtre, journal. J'évoquerai cette succession d'internements et lirai des extraits de quelques-unes de ses œuvres qui en rendent compte.

Véronique Moulinié (ethnologue, directrice de recherche, CNRS)

« Des muses derrière les barbelés, effervescence artistique et intellectuelle dans les camps ».

Dans les camps d'Agde, de Gurs, de Saint-Cyprien, d'Argelès-sur-mer et d'ailleurs, les républicains espagnols ne sont pas restés inactifs. Ils ont peint, sculpté, écrit et monté des pièces de théâtre, organisé des expositions, des compétitions sportives, etc. Une activité qui n'avait rien de secret car encouragée par les autorités des camps et soutenue par les organisations d'aide aux réfugiés (YMCA, etc.), parfois par les dons des municipalités locales et des habitants des villages environnants. Pourtant, elle est longtemps restée méconnue, sans doute éclipsée par l'activité politique à laquelle les internés n'avaient pas renoncé. Au point que les descendants des créateurs, au décès de ceux-ci, les ont parfois jetés, ne sachant quel sens leur accorder, quelle place leur donner au sein du récit familial lié à l'exode, quand ce récit a existé.

C'est sur cette effervescence artistique, intellectuelle et sportive que Véronique Moulinié se propose de revenir, pour en analyser le sens, tout en s'appuyant sur une riche iconographie.

Samedi 26 octobre matin

Philippe Guillen (professeur d'histoire, adjoint à la Cellule Archives du Rectorat de l'Académie de Toulouse)

« Les effets personnels d'Espagnols décédés au camp de Septfonds (Fonds des Archives départementales de Tarn et Garonne) ».

En avril 2013, la mairie de Septfonds déposait aux Archives départementales de Tarn-et-Garonne une ancienne urne électorale trouvée dans les combles du bâtiment municipal à l'occasion de travaux d'isolation. Nul ne sait quand précisément cette urne a abouti en ce lieu, ni par qui elle y fut déposée. En 2017, quatre ans après leur découverte et dépôt à Montauban, les enveloppes conservées dans la boîte allaient révéler leur contenu : les effets personnels de 42 républicains décédés entre le 14 mars 1939 et le 17 juin 1940 et enterrés au cimetière espagnol de Septfonds.

Cette collection, maintenant cotée 67J aux AD et décrite dans un inventaire, est constituée d'un ensemble de pièces d'une grande variété et d'une grande richesse. Des lettres et des photos bien sûr, mais ce fonds est remarquable, exceptionnel, pour ses très nombreux objets d'origines et natures très diverses, militaires, syndicaux (...) ou très intimes, tels ces souvenirs d'une épouse ou fiancée, d'enfants dont il a fallu se séparer pour cause de départ en exil et le soin avec lesquels ils furent conservés par ces soldats d'une armée en déroute. Ils fournissent une documentation de tout premier ordre sur les conditions de vie, les personnes, leur état d'esprit... Ils permettent d'entrevoir ce que ces hommes ont pu vivre et souffrir durant cette période.

A partir de ces objets, l'intervenant évoquera les itinéraires ou parcours de quelques uns de ces républicains espagnols décédés au camp de Septfonds.

Peter Gaida (docteur en histoire, ex maître de conférences à l'université de Brême (Allemagne))

« ROTSPANIER, travailleurs forcés espagnols de la Seconde Guerre mondiale. Victimes oubliées du nazisme ».

A la fois dans l'Hexagone et dans les colonies d'Afrique du nord, la III^e République a érigé avec les camps pour étrangers de l'hiver 1939 un contrôle biopolitique inédit depuis la 1^{ère} Guerre Mondiale à la fois par son ampleur et par son dispositif protéiforme. Deux de ces camps s'isolent alors dans ce dispositif par leurs aspects disciplinaires : le « camp spécial » de Collioure, dans les Pyrénées-Orientales et le camp de concentration du Vernet dans l'Ariège. Deux sites initialement destinés aux vaincus de la Guerre d'Espagne dont l'Etat va transgresser les fonctions initiales pour isoler et identifier les étrangers considérés comme les plus suspects. L'entrée en guerre de la France élargira encore un peu plus le champ des suspects et le durcissement législatif entrepris sous la gouvernance d'Edouard Daladier. Le camp du Vernet, largement internationalisé, se substitue à la fin de l'année 1939 à celui de Collioure pour les étrangers considérés comme « dangereux pour la sécurité nationale » et l'ordre public.

Jean Vaz Aransáez (agrégué d'espagnol, président de l'association Memoria Andando)

« Les réfugiés espagnols en Aveyron (1937-1950) ».

L'Aveyron, département essentiellement agricole mais avec l'important bassin minier de Decazeville, est parmi les 10 départements qui ont accueilli le plus grand nombre de réfugiés espagnols.

Juin 1937, avril 1938, janvier-février 1939, près de 2800 réfugiés civils. Fin 1939, début 1940, environ 1500 prisonniers des camps d'Argelès, Saint Cyprien, Bram et Septfonds remplacent la main d'œuvre manquante dans les campagnes, les chantiers forestiers, les barrages mais surtout dans les mines du Bassin Decazeville – Aubin – Cransac.

Nous nous intéresserons à leur accueil, à leurs conditions de vie, à la reconstruction des différents partis, syndicats et associations, aux clivages toujours présents, à la participation active à la Résistance, à l'espoir du retour puis à la désillusion mais à la ferme volonté dans cet exil devenu définitif de maintenir le plus longtemps possible des structures militantes, "siempre de cara a España".



Samedi 26 octobre après-midi

Gregorio Lazaro (président de l'Association des Espagnols de Charente (APFEEF16) et **Céline Brunaud**,

«Les "indésirables" en Charente : de la Combe aux loups à Mauthausen ».

Cet « exposé » traite de l'accueil en Charente, plus précisément à Angoulême, des réfugiés Espagnols de 1939 à 1940. Dans un premier temps, nous parlerons de leur prise en charge par l'administration française et de son évolution, en parcourant les témoignages, les écrits et les documents d'archives départementales et privées. En détaillant les camps de la Combe aux loups à Ruelle et des Alliers à Angoulême.

Dans une seconde partie, nous vous expliquerons comment 927 espagnols sont partis pour le camp de Mauthausen, le 20 août 1940 de la gare d'Angoulême. Pour cela nous nous appuyerons sur les témoignages des rescapés et du documentaire de Montse Armengou « le convoi des 927 ».

Nous ne sommes pas des historiens, nous nous considérons plus comme des «Mémoires» Notre travail se construit sur de nombreuses recherches, lectures et surtout témoignages. Notre but est de faire connaître notre histoire et de mettre les outils nécessaires à la disposition de quiconque veut participer à cet enseignement.

Georges Sentis (docteur en Histoire, président du Comité des Pyrénées-Orientales de l'ANACR)

« La Retirada des colonies d'enfants réfugiés basées en Catalogne ».

Dans le cadre de la commémoration du 80° anniversaire de la Retirada, un aspect a été peu mis en valeur : l'entrée en groupe dans les Pyrénées-Orientales de milliers d'enfants espagnols réfugiés de Madrid, de Malaga, du Pays Basque ou de Barcelone hébergés dans des « colonies ». Arrivés en France, les enfants et leurs accompagnateurs furent envoyés à travers toute la France et même, en Belgique. Après la victoire de Franco, se posa la question du rapatriement des enfants espagnols.

Noël Magron (association CMRE et Musée de la Résistance de Montluçon)

« Les Républicains espagnols dans l'Allier : travail, famille, maquis ».

Evocation de l'histoire des Républicain(e)s espagnol(e)s dans le département : leurs arrivées successives à partir de 1937 ; leur installation dans des conditions précaires, notamment pour l'hébergement (camps, colonies, fermes ou abbaye...) ; les attitudes ambivalentes auxquelles ils sont confrontés, tantôt travailleurs désirés, tantôt étrangers indésirables ; la participation de nombre d'entre eux à la Résistance, leur présence dans les maquis et leur participation à la Libération de Montluçon.

Lecture de textes de **Patricia Gavoille** extraits de son roman « La Retirada » paru aux éditions Gunten.

En 2015, l'écrivaine Patricia Gavoille a publié « La Retirada » (éditions Gunten), un roman sur le camp de Miellin, près de Belfort en Haute-Saône. Un camp comme d'autres de triste mémoire où furent internés 600 Républicains espagnols dont plus de la moitié d'enfants, à partir de septembre 1939. Et un camp peut-être moins connu que d'autres, notamment ceux du sud de la France : c'est un des attraits du livre.

Une autre raison de s'y attarder, au-delà de l'aspect purement littéraire, est que l'auteure, ancienne enseignante et psychologue, n'a au départ aucun lien avec l'Espagne ni les Républicains espagnols. Et pourtant elle a été prise de plein fouet par cette histoire, l'histoire de nos parents et grands-parents, parce qu'elle lui a été racontée par Carmen Ruiz Gordillo, la fille de Frasquita et Rafa Ruiz, très investie dans les recherches historiques sur cette période. Rafa et Frasquita sont les personnages principaux, qui ont bien sûr réellement existé, du beau roman de Patricia Gavoille.

José Manuel Molina (président de l'amicale des anciens guérilleros espagnols en France – FFI – Aude, petit-fils du commandant Antonio Molina Belmonte)

« Constitution du premier réseau de résistance espagnol dans l'Aude en décembre 1940 et engagement des républicains espagnols dans la résistance en France et particulièrement en zone Sud de 1940 à 1945 ».

La 234ème Brigade de Guérilleros, future cinquième brigade de l'Aude, formée et commandée par Antonio Molina Belmonte est la cellule mère des autres unités. Première organisée en France, les principaux chefs de l'organisation dont leur dirigeant national Jesus Rios en sont issus. Les groupements de travailleurs étrangers seront son principal vivier de recrutement.

L'occupation par les forces allemandes de la zone Sud le 11 novembre 1942 entrainera une recrudescence des actes de Résistance des Guérilleros Espagnols et en retour des mesures draconiennes des autorités de Vichy envers les réfugiés espagnols : renforcement des contrôles, limitation des déplacements, vagues d'arrestations.

Les unités seront réorganisées en 1943 avec la création d'une brigade spéciale puis en janvier 1944 d'une école d'instruction militaire et de tactiques de guérillas (Forêt de Roullens Aude) qui permettra la formation de nouveaux maquisards français et espagnols et un rapprochement avec la résistance française pour des actions plus efficaces.

En Juin 1944/Août 1944 les guérilleros espagnols mèneront des actions de soutien aux troupes débarquées par les alliés : sabotage de voies ferrées, lignes électriques à haute tension et câbles téléphoniques petites et grandes distances, harcèlement de convois routiers ennemis, guérillas généralisées sur tout le territoire, libération de villes et provinces.

Stéphane Aczel (médecin honoraire en charge de la mémoire) et **Alain Radigales** (ancien directeur de l'hôpital)

« A propos de la création de l'Hôpital Varsovie-Joseph-Ducuing, un ilot de solidarité républicaine »

L'hôpital Varsovie a été créé dans des conditions anormales, qui seront développées, comme hôpital militaire sensé soigner des « guérilleros » espagnols. Ces derniers, voulant reconquérir leur pays occupé par l'usurpateur Franco, se lancent dans une opération utopique et vouée à l'échec de soulèvement en Espagne. Une action qui aurait idéalement entraîné les forces républicaines comme moteur d'un soulèvement global et vaste, laminant les forces franquistes au pouvoir.

La création de cet hôpital va se faire dans le cadre d'une solidarité majeure associant les Espagnols de l'exil mais aussi un vaste mouvement international : le JARC aux USA, les pays de l'Est, la Suisse, les pays de l'Amérique hispanophone...

Pour conclure, la communication s'interrogera sur ce qui subsiste aujourd'hui de l'esprit des « fundadores » médecins, soignants, usagers dans les pratiques et particularités de la structure Hôpital « Joseph-Ducuing-Varsovie ».

Dimanche 27 octobre matin

Maryse Roig (professeur d'espagnol retraitée, MRA-ST)

« Franco et les Rouges, l'Espagne de la répression et de la dictature ».

L'après-guerre d'Espagne a été pour les vaincus une rude et longue épreuve. Franco leur ayant refusé le pardon et la conciliation et ayant préconisé l'expiation et la rédemption par la prière et le travail, les « rouges » ont été poursuivis et arrêtés, torturés dans des centres spécialisés, soumis à des conseils de guerre, où l'on pouvait les condamner sans même lire le chef d'accusation, emprisonnés dans des bâtiments sordides et surpeuplés, souvent au bord de l'implosion, parfois exécutés, interdits d'exercer et dépossédés de leurs biens. D'autres ont fourni de la main d'œuvre esclave au service du Régime et d'entreprises privées.

Bien sûr des lois ont donné un cadre à la répression, mais la délation et les pressions en tous genres ont aussi servi le franquisme. A l'heure de l'application de la répression la Phalange va jouer un rôle très actif, mais c'est certainement l'Eglise qui va rendre les plus grands services à Franco. Après avoir retrouvé tous les pouvoirs retirés par la République, c'est Elle qui interviendra auprès du Vatican et qui convaincra l'opinion publique du bien-fondé du Nouveau Régime.

Les femmes et les enfants des vaincus n'ont pas échappé non plus à la répression. Les femmes ont pu être emprisonnées (parfois même avec un enfant de moins de trois ans) au seul motif d'avoir un lien familial avec un « rouge ». Quant aux enfants on les a retirés aux familles « rouges » pour les « redresser » dans des internats religieux ou gérés par la Phalange. On peut retenir aussi l'acharnement de la Garde Civile contre la guérilla et les familles de guérilleros. Et si l'on ajoute le problème des fosses dont on n'autorise pas l'ouverture on peut même dire que la répression n'a pas tout à fait pris fin.

Odette Martinez-Maler (maîtresse de conférence département d'études hispaniques Université Paul Valéry Montpellier 3/ LLACS. Présidente du CERMI)

« La résistance armée au franquisme et les femmes dans la guérilla et l'exil des années 1948-1951 ».

La communication abordera la difficile transmission de l'expérience des femmes engagées dans la résistance armée au franquisme des années 1936-1952 dans le Nord-Ouest de l'Espagne, à partir des témoignages de ces dernières. Elle envisagera la spécificité de l'expérience et du récit de ces femmes résistantes; la spécificité des obstacles que ces dernières rencontrent pour transmettre leurs mémoires plurielles : obstacles qui sont liés aux traces du passé (en particulier aux empreintes de la répression et de la disqualification franquiste des guérilleras) mais aussi aux catégories de narration de cette résistance employées au présent et qui renvoient à une domination de genre.

Joseba Eceolaza Latorre (rédacteur de la première loi autonome de mémoire historique espagnole)

« Les luttes pour la mémoire historique et démocratique en Espagne, acquis et perspectives ».

L'histoire de la "memoria histórica" en Espagne est celle d'un mouvement social exemplaire. Sans appui institutionnel, et avec peu de relais académiques, les familles ont progressivement construit, avec dignité et à l'aide de leurs histoires personnelles, une mémoire démocratique, socle de tout pays développé.

Si dès les années 1970 les familles ont commencé à explorer fossés et fosses communes, ce n'est qu'à partir de 2007 que ce domaine est entré dans le discours institutionnel. Quarante années de réseaux sociaux ou de proches, sans quasiment aucun appui public, mais avec la chaleur et l'amour de milliers de personnes qui ont accompagné cette tâche. Les familles et les associations en ont assumé toute la responsabilité et cela suffit à souligner la mauvaise santé démocratique d'un pays. En 2005 en Espagne il était possible de réaliser une exhumation sans que la moindre institution ou autorité publique n'y prête attention.

Cela a été une œuvre collective, née de la société civile, puisant sa source dans la dignité des familles républicaines. Et cette tâche nous a mis en tant que société face à un miroir. Car ces histoires de famille nous parlaient aussi de notre amnésie, de l'oubli par la société des souffrances des victimes privées de leurs droits.

Cette impasse mémorielle a profondément déterminé les premières étapes de notre travail ; ouvrir des fosses, mettre à jour des ossements et des histoires était la priorité. Et cela au détriment d'autres tâches parmi lesquelles la reconstruction du récit républicain face au mythe de la transition. Aujourd'hui, à l'heure de la poussée de l'extrême droite et des discours d'oubli de la droite, il nous appartient de rappeler sans trêve que la mémoire démocratique, et par conséquent républicaine, est un bon antidote à l'intolérance. C'est un combat que nous nous engageons à mener comme nous l'avons fait lorsque nous avons décidé d'ouvrir les entrailles de la terre pour récupérer la mémoire des nôtres.